

Sommet mondial sur la société de l'information

Des résultats mi-figue mi-raisin

Frustration et dialogue, ou frustration du dialogue. Tels sont les mots-clés du troisième comité préparatoire (PrepCom) du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), qui s'est déroulé du 15 au 26 septembre à Genève. La société civile a pu s'exprimer, mais elle n'a pas vraiment été entendue.

Côté dialogue, force est de constater que jamais sommet onusien n'aura associé aussi étroitement les acteurs non gouvernementaux aux négociations officielles. Côté frustration, leurs préoccupations se reflètent mal dans les documents officiels. La société civile a annoncé que « si les gouvernements continuent à exclure nos principes, nous ne pourrons pas accorder une légitimité aux documents finaux du Sommet ».

Alors, partenariat ambigu ? Au niveau formel, tous les acteurs reconnaissent que le Sommet inaugure de nouvelles formes de dialogue et de consultation. Suite à la création de son propre « Bureau » en février 2003 par exemple, la société civile a acquis une certaine légitimité pour négocier les règles de procédures avec les gouvernements. Durant ce Prepcom3, ces règles ont permis deux choses à la société civile. D'une part, d'intervenir à plus de 20 reprises en plénière, en proposant 86 recommandations précises. D'autre part, de prendre la parole au début des sous-groupes de travail gouvernementaux, constitués pour forger des consensus sur les thèmes sensibles (droits de l'homme, gouvernance d'Internet, conditions-cadres, médias, financement, etc.). Ces innovations – notables si l'on considère l'opposition quasi-systématique de la Chine, de l'Egypte et de l'Iran – demeurent cependant limitées. Surtout, elles ne garantissent pas que les documents et propositions, élaborés au jour le jour par la société civile¹, soient réellement pris en compte par les gouvernements.

Au plan des contenus, une étude a démontré que depuis la réunion de Paris (15-18 juillet), 60% des recommandations de la société civile ont été ignorées. Le résultat est un document technocratique. Qui parle d'infrastructures plus que de contenus, et qui place les intérêts du secteur privé avant ceux des individus et des communautés.

Ainsi, les médias dits traditionnels – radio, télévision et presse écrite – restent encore largement ignorés. Malgré un intense lobbying de la société civile, notamment suisse, seul un point de la Déclaration actuelle – sur 50 points et 7 pages de textes – leur fait référence. Toute mention du service public et des radios communautaires – essentiels pour les communautés de base des pays en développement – a disparu, et l'ensemble du texte demeure entre parenthèses. Cela signifie qu'il peut encore être abandonné lors des négociations ultérieures. Pour la délégation suisse, qui s'est beaucoup engagée sur ce thème et a assuré la présidence du groupe de travail gouvernemental, le constat est amer.

Ensuite, les logiciels libres. Si le secteur économique s'est jusqu'ici distingué par son absence des débats – la passivité d'économiesuisse a été très remarquée au sein de la délégation helvétique – il défend activement ses intérêts en coulisses. Ainsi, la recommandation de « généraliser l'emploi de logiciels libres » a fait l'objet d'âpres discussions. Elle a d'abord été supprimée de la Déclaration, suite à la pression de Microsoft, relayée par les Etats-Unis. La Suisse, qui défend pourtant une position modérée sur ce thème, a fait l'objet de remontrances de la part de la Chambre internationale du commerce (CIC). Il a fallu une conférence de presse de la société civile pour que le soutien aux logiciels libres soit finalement réintroduit dans la dernière version de la Déclaration.

Enfin, le discours sur la fracture numérique est très unilatéral. Le plan d'action propose des objectifs ambitieux et chiffrés pour réduire les inégalités en matière d'accès aux moyens de communication : connection de toutes les universités jusqu'en 2005 et de tous les villages d'ici à 2010, création de sites Internet pour tous les gouvernements dans un délai de deux ans. Toutefois, dans le contexte actuel de libéralisation des télécommunications – les accords de l'Organisation mondiale du commerce dans ce secteur datent de 1997 déjà – le choix des moyens semble joué d'avance. Ils ont pour noms : ouverture des marchés, transparence et non-discrimination. Ces trois maîtres-mots – largement reflétés dans la position suisse – ponctuent un plan d'action qui voit dans les

¹ Voir www.worldsummit2003.de

investissements privés la clé de voûte du développement des infrastructures. La seule brèche dans ce consensus est la question du financement (voir article ci-contre).

Alors, le Sommet de Genève sera-t-il un échec ? Si le bilan officiel est mitigé, si les ONG peinent à se reconnaître dans les contenus, le SMSI n'en a pas moins le mérite de tester de nouvelles formes de gouvernance mondiale. Il sera également l'occasion de nombreux événements parallèles. Au niveau suisse, il a initié un intéressant processus de dialogue entre les différents acteurs concernés. Il a également stimulé l'émergence de nouveaux réseaux, comme [comunica-ch](http://www.comunica.ch)², qui s'interrogent sur la manière de défendre une information et une communication citoyenne. C'est également là, dans ces marges du SMSI, que se situent les vrais débats et la fécondité du processus.

Chantal Peyer

Collaboratrice de Pain pour le prochain et membre de la délégation officielle de la Suisse au SMSI

² [www.comunica.ch.net](http://www.comunica.ch)